

Consommation et investissement des ménages

Après son net repli fin 2022 (-1,0 %), la consommation des ménages est restée quasi stable au premier trimestre 2023 (+0,1 %, ► **figure 1**). La consommation d'énergie, dont la chute au quatrième trimestre 2022 a constitué la principale contribution au mouvement d'ensemble de la consommation, n'a que partiellement rebondi : malgré des conditions météorologiques moins clémentes qu'en fin d'année dernière, les comportements de sobriété des ménages ont persisté (► **figure 2**). Par ailleurs, les achats de biens manufacturés ont reculé de nouveau : c'est notamment le cas des produits alimentaires, en lien avec l'accélération continue de leurs prix sur un an. Ce recul de consommation enregistré dans les comptes nationaux peut traduire tout à la fois une baisse des quantités consommées mais aussi de changements de gamme dans les produits achetés. Dans les services, la consommation des ménages, portée par les services d'hébergement-restauration, a progressé à un rythme globalement similaire à celui de la fin 2022 (► **figure 3**).

Au deuxième trimestre 2023, la consommation des ménages serait en légère baisse (-0,3 %). L'inflation continuerait en effet de peser sur les achats de produits alimentaires, qui se replieraient pour le sixième trimestre consécutif et tireraient à la baisse la consommation de biens dans son ensemble. La consommation de services continuerait en revanche d'augmenter, au même rythme qu'aux trimestres précédents : en particulier, les dépenses d'hébergement-restauration retrouveraient un certain dynamisme, tandis que la consommation de services de transport marquerait le pas, du fait des grèves dans les transports ferroviaires en avril.

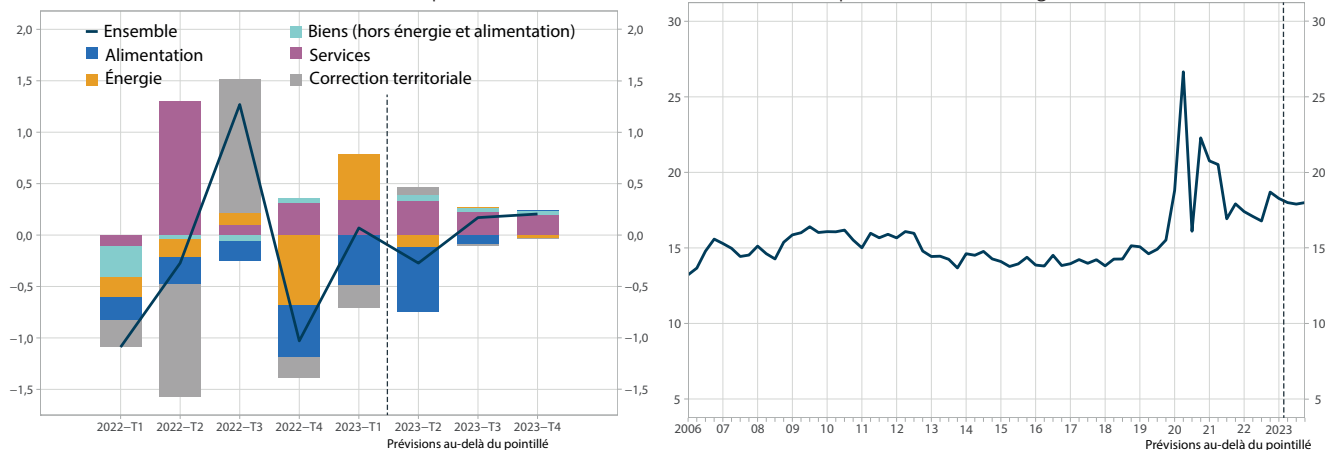
Au second semestre 2023, la consommation des ménages repartirait à la hausse mais de façon modeste (+0,2 % prévu par trimestre), dans un contexte de prix à la consommation en ralentissement et de revenus nominaux soutenus par le dynamisme des salaires. S'agissant des biens, la baisse des achats de produits alimentaires s'atténuerait voire s'interromprait en fin d'année, conduisant au total à une quasi-stabilité de la consommation de biens au quatrième trimestre 2023. La consommation poursuivrait sa progression dans les services, en ralentissant légèrement. Au total, la consommation des ménages se replierait légèrement en 2023 (-0,2 %), après +2,1 % en 2022. Compte tenu de l'évolution attendue du pouvoir d'achat des ménages, leur taux d'épargne continuerait à baisser au deuxième trimestre puis resterait quasi stable sur le reste de l'année. Il atteindrait ainsi environ 18 % au second semestre, niveau qui reste nettement supérieur à celui de 2019 (15,0 %).

Enfin, l'investissement des ménages, en recul continu depuis un an, poursuivrait sa baisse, dans un contexte de durcissement de l'accès au crédit (► **figure 4**). Cette baisse traduirait de moindres productions de logement, tant individuels que collectifs (► **figure 5**), et plus généralement une poursuite du repli des transactions immobilières. ●

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



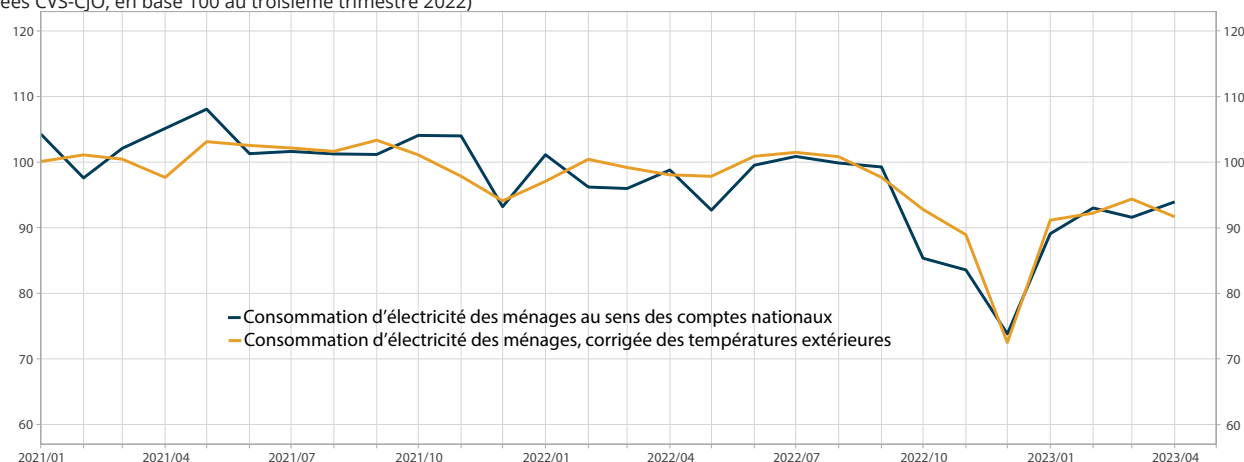
Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au deuxième trimestre 2023, la consommation des ménages diminuerait de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 18,0 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 2. Consommation mensuelle d'électricité des ménages, avec et sans correction des températures extérieures

(données CVS-CJO, en base 100 au troisième trimestre 2022)



Dernier point : avril 2023.

Lecture : en janvier 2023, la consommation d'électricité des ménages a été 11 % inférieure à son niveau moyen du troisième trimestre 2022. Corrigée des effets des conditions météorologiques (légèrement plus clémentes que les normales saisonnières), la consommation aurait diminué de 9 % par rapport au troisième trimestre 2022.

Source : Insee.

► 3. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2022				2023				2021	2022	2023
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agricoles	3 %	-2,3	-1,3	-1,5	-4,3	-1,7	-1,1	0,2	0,2	-2,8	-6,2	-6,6
Produits manufacturés	40 %	-1,4	-0,9	-0,4	-1,0	-1,0	-1,8	-0,1	0,1	4,1	-1,9	-3,5
Produits agroalimentaires	15 %	-1,0	-1,5	-1,0	-2,6	-2,9	-4,2	-0,7	0,1	-0,4	-3,2	-8,9
Cokéfaction et raffinage	4 %	-2,8	-2,6	1,5	-1,0	1,1	-3,9	0,2	-0,4	10,2	-0,7	-2,6
Biens d'équipement	3 %	0,1	-0,6	0,8	-2,3	-0,3	0,0	-0,5	-0,2	7,9	-3,7	-2,1
Matériels de transport	6 %	-1,3	-1,2	1,3	2,7	1,8	1,7	1,2	0,7	3,6	-2,8	6,4
Autres produits industriels	12 %	-2,0	0,4	-1,1	-0,2	-0,7	-0,3	-0,1	0,0	7,8	0,2	-1,6
Énergie, eau, déchets	5 %	-1,9	-1,7	1,3	-13,3	9,6	1,2	0,1	-0,1	4,6	-6,5	-0,5
Construction	2 %	0,8	0,4	-2,7	-0,3	2,9	0,2	0,3	0,2	14,7	2,5	1,7
Commerce (2)	1 %	-1,2	-0,5	-1,0	2,0	-0,7	-0,2	0,0	0,5	10,6	-0,1	0,2
Services marchands hors commerce	46 %	-0,2	2,8	0,3	0,6	0,7	0,6	0,4	0,3	5,9	9,7	2,7
Transport	4 %	-0,1	7,4	-1,1	2,4	2,7	0,0	0,6	0,0	18,1	29,9	6,1
Hébergement-restauration	8 %	-1,7	11,9	0,2	-0,1	0,3	1,1	0,2	0,1	15,5	37,1	4,0
Information-communication	3 %	0,0	-0,5	1,5	0,9	0,2	0,3	0,4	0,6	3,7	3,2	2,0
Services financiers	5 %	-0,2	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	3,0	0,3	1,2
Services immobiliers	19 %	0,2	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	1,5	1,3	1,5
Services aux entreprises	2 %	1,0	0,5	0,6	0,3	0,4	0,8	0,4	0,3	11,6	8,6	1,9
Services aux ménages	4 %	-0,8	2,2	1,1	1,2	1,6	1,9	1,2	1,1	13,8	19,2	6,0
Services non marchands	5 %	0,1	0,4	0,1	0,5	-0,1	0,5	0,5	0,5	9,9	2,8	1,2
Correction territoriale	-1 %	20,0	68,9	-48,7	15,1	14,5	-4,6	1,0	1,0	16,2	150,6	-2,4
Importations de services touristiques		-11,2	-12,5	40,7	-5,4	5,8	-0,3	1,0	1,0	17,6	21,0	16,1
Exportations de services touristiques		-1,1	19,4	-8,8	1,0	8,9	-1,9	1,0	1,0	17,2	53,3	8,5
Total	100 %	-1,1	-0,3	1,3	-1,0	0,1	-0,3	0,2	0,2	5,1	2,1	-0,2

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019.

(2) Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles.

Lecture : au deuxième trimestre 2023, la consommation des ménages en énergie, eau, déchets augmenterait de 1,2 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

► 4. Consommation et investissement des ménages

(variations trimestrielles et en écart au quatrième trimestre 2019, en %)

	2022				2023				2021*	2022*	2023*
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Consommation :											
variations trimestrielles	-1,1	-0,3	1,3	-1,0	0,1	-0,3	0,2	0,2	5,1	2,1	-0,2
écart au T4 2019	-0,5	-0,7	0,5	-0,5	-0,4	-0,7	-0,5	-0,3	-1,9	0,1	-0,1
Taux d'épargne :											
en % du revenu disponible brut	17,4	17,1	16,8	18,7	18,3	18,0	17,9	18,0	19,0	17,5	18,1
écart en points au T4 2019	1,9	1,6	1,3	3,2	2,8	2,5	2,4	2,5	4,0	2,5	3,0
Investissement :											
variations trimestrielles	-1,7	1,0	-1,0	-1,2	-2,3	-2,7	-2,0	-1,5	15,4	-1,3	-6,7
écart au T4 2019	2,9	3,9	2,8	1,6	-0,7	-3,4	-5,3	-6,8	5,0	3,7	-3,2

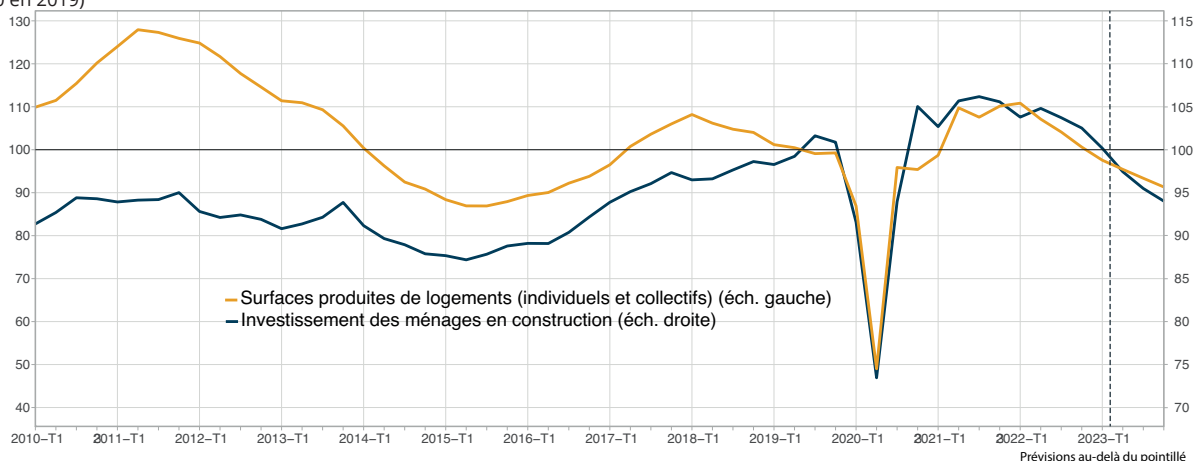
■ Prévisions.

* pour les trois dernières colonnes, variations annuelles (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne) et écart au niveau moyen de 2019.

Source : Insee.

► 5. Surfaces produites de logement (éch. g.) et investissement des ménages en construction (éch. dr.)

(base 100 en 2019)



Note : les surfaces produites de logements représentent l'une des deux composantes de l'investissement des ménages en construction, l'autre étant constituée des travaux de gros entretien (non représentés sur cette figure). Il convient de noter que les surfaces de logements produites un trimestre donné se distinguent des surfaces de logements mis en chantier ce trimestre, car elles résultent de la prise en compte de la répartition temporelle des investissements réalisés au cours du chantier. En comptabilité nationale, une surface n'est pas entièrement considérée comme produite au moment de la mise en chantier, mais sa valeur est répartie au fil du temps des travaux, estimé statistiquement.

Lecture : au premier trimestre 2023, l'investissement des ménages en construction se situait 0,2 % au-dessus de son niveau moyen de 2019. Les surfaces produites de logements se situaient 2,4 % en deçà de leur niveau de 2019.

Source : Insee.